

L'ECONOMIE OTTOMANE ET LA GUERRE AU XVIII^e SIÈCLE¹

L

I

économie ottomane peut être divisée au XVIII^e siècle en deux Périodes caractérisées par des *(rends)* assez différents. La première, qui va du début du siècle aux années 1760, montre dans pratiquement tous les secteurs de l'économie une tendance générale à l'expansion et au développement. À l'inverse, la seconde période montre les signes d'une crise et d'une récession qui paraît avoir duré assez longtemps et dont les premiers symptômes se manifestent dans les années 1760.

On sait que les années 1760, dont j'ai noté qu'elles séparaient cette ère économique en deux périodes montrant entre elles d'évidentes différences, apparaissent comme une frontière peut-être plus évidente encore en ce qui concerne les guerres menées par l'État ottoman au XVIII^e siècle.

A la vérité, les guerres de la première moitié du siècle ne connaissent pas de défaite qu'on puisse considérer comme sérieuse: au contraire, la plupart se sont conclues par des succès, au point même que l'État ottoman put réparer pour une part non négligeable les pertes territoriales qu'il avait subies à l'issue d'un conflit long et épuisant de seize ans (1683-1699) au cours duquel tous ses voisins européens s'étaient alliés contre lui. À l'inverse, les défaites subies dans la seconde moitié du siècle furent claires et sans appel.

Le fait que les guerres de ces deux périodes sont séparées par une frontière manifeste, similaire à celle qu'on constate en matière écono-

¹ Ceci est la version française d'une communication proposée au Séminaire d'«histoire économique et sociale» organisé par l'Université de Princeton (24-28 août 1983). Une version turque en est partie dans *Yapıt* XLIX/4 (avril-mai 1984), pp. 52-61 et L/5 (juillet 1984), pp. 86-93.

mique, pose un problème et donne à réfléchir sur les relations entre ces deux ensembles de phénomènes.

Le but du présent exposé est de déterminer les mécanismes de ces relations et d'avancer quelques hypothèses pour des conclusions vraisemblables.

II

Dans la première moitié du XVIII^e siècle, l'économie ottomane apparaît comme connaissant un développement qui concerne pratiquement tous les secteurs. Dans les grands centres, la production industrielle destinée à des marchés éloignés s'accroît. Dans des centres comme Istanbul, Alep, Ankara, Brousse, Tokat, Andrinople ou Salonique, la production de l'industrie artisanale locale augmente et de nouvelles branches d'activité apparaissent. Dans l'industrie textile, en particulier, la croissance de la production et de la diffusion sont évidentes. En Anatolie occidentale et en Roumélie, de nouveaux centres de production de cotonnades ont commencé à apparaître: on en a des attestations dans un certain nombre de villes et de bourgades. D'autre part, à Tokat et Alep, centres de tissage du coton connus depuis longtemps, il se crée, à côté des tissus de coton qui se développent à un niveau industriel, des manufactures de cotonnades imprimées; quant à celles déjà créées, elles connaissent des surcroûts d'investissement en capitaux physiques dans des proportions sensibles. En ce qui concerne les cotons imprimés qui à Istanbul n'étaient auparavant produits que par la corporation artisanale dans de petits ateliers en nombre restreint, trois grandes manufactures ont été fondées entre 1717 et 1760 sur investissement de l'État. Les enregistrements fiscaux montrent que la production d'imprimés à Tokat connut une croissance d'environ 100%. Parmi les nouveaux centres de production venant s'ajouter dans cette période à ceux déjà existants, il faut mentionner les îles de Chio et de Crète. Chio, dont nous savons que jusqu'à la fin du XVII^e siècle elle exportait la soie et le coton qu'elle produisait, devint un centre de fabrication de tissu en constante croissance à partir des années 1720, et commença non seulement à épuiser sa propre production de soie, mais même à importer les récoltes de soie de la zone égéenne. Chio, qui comptait dans les années 1740 jusqu'à mille huit cents métiers travaillant la soie, concurrence avec succès dans les années 1750 les produits d'importation et voit augmenter sa diffusion sur l'en-

semble du marché ottoman et particulièrement clans les zones d'Istanbul et de la mer Noire. Il ne paraît pas possible de ne pas mettre en rapport la diminution sensible des importations ottomanes de soieries dans la première moitié du XVIII^e siècle, d'une part, et d'autre part ce développement à Chio et l'extension manifeste de l'industrie de la soierie à Istanbul et Andrinople. Quant à la Crète, au début du siècle elle exporte de l'huile d'olive et ne possède que quelques savonneries; à partir des années 1720, et dans une période de dix à vingt ans, le nombre des savonneries l'ait plus que décupler et, quoique la production d'huile d'olive n'ait pas diminué, l'exportation de celle-ci chute, tandis que la Production et l'exportation de savon commencent à croître. Le savon de Crète est un produit de qualité pour lequel la demande est forte dans les années 1750, dans toute la zone pontique et même en Russie et en Europe. Dans la zone de Sofia-Samakov, qui vient en tête des principaux centres de production de fer de l'Empire, il y a environ quatre-vingts fourneaux en activité vers 1720. On a des enregistrements d'autorisations d'ouvertures de nombreux nouveaux fourneaux dans les années 1730-1740. L'extension de la production de fer fut telle que, dans les années 1760, le cadi de Samakov envoyait un rapport au Divan où il écrivait que les fourneaux provoquaient une pénurie de bois en détruisant les forêts de la région, et demandait qu'on n'accordât plus désormais l'autorisation d'ouvrir de nouveaux fourneaux. Des documents datant de ces mêmes années nous apprennent que la production de fer connaissait des difficultés à se procurer non seulement du combustible, mais aussi des ouvriers, et que les propriétaires de mines s'efforçaient de débaucher mutuellement leurs ouvriers en augmentant les salaires.

Un des côtés les plus remarquables peut-être de ce développement dont nous avons décrit l'étendue, est que l'État et les membres de la classe des *askerî* firent de façon évidente de nombreux investissements dans le domaine industriel. À partir du début du siècle, l'État fonda des manufactures de lainages, de soierie et de papier, que l'on pourra considérer comme faisant partie des premiers exemples de politique de substitution à l'importation. De nombreuses manufactures dont le capital physique était fourni par l'État furent établies dans les domaines des teintures, de l'impression, de la toile à voile, du tabac, de la faïence et des bouteilles.

Le développement ne se borne pas à la production industrielle. Il y a aussi des signes qui permettent d'évoquer une augmentation sensible de la production et des exportations agricoles. Alors que jusqu'au début du

XVIII^e siècle l'exportation de grains est interdite en principe avec seulement des autorisations exceptionnelles, à partir de cette date, la liberté d'exportation devient permanente, et les interdictions commencent à être temporaires et exceptionnelles. Des produits comme le coton, le fil, la laine ou le cuir, dont l'exportation était auparavant régulièrement interdite, sont maintenant en vente libre moyennant l'imposition de taxes d'exportation additionnelles. L'important développement du niveau d'exportation de ces biens se manifeste par la croissance enregistrée dans le revenu de ces nouveaux impôts à l'exportation.

Pendant cette période de croissance, réalisée dans un contexte de légère montée des prix, les revenus du budget de l'État passèrent de dix millions à quatorze millions et demi de *kuruş* entre les années 1700-1710 et les années 1760-1765. Il ne fait pas de doute qu'une partie de cette augmentation du revenu de l'État était due à l'affermage d'un certain nombre de sources d'impôts qui entraient dans le système du *limar*, c'est-à-dire à leur retour dans des catégories qui apporteraient un revenu monétaire au budget, et d'autre part à la création d'une série de nouveaux impôts. Mais comme il n'est pas possible que, dans ce demi-siècle qui ne connut pas de grande opération monétaire, une croissance du revenu de l'État d'environ 50% soit due à ces seules sources, nous pouvons ajouter qu'il convient de penser qu'une partie au moins de cette croissance doit être considérée comme un signe du développement économique dont nous venons de parler.

III

On constate que ce développement, qui concernait pratiquement tous les secteurs de l'économie, laisse place dans la seconde moitié du siècle à un resserrement et une récession dont on peut dire qu'ils sont de même ampleur.

L'étude des documents concernant les revenus fiscaux du Trésor ottoman montre clairement une diminution de la production de plus en plus manifeste à partir des années 1760-70 dans la plupart des secteurs et des zones où nous avons noté un développement jusqu'au milieu du siècle. La production d'étoffes de laine et de châles d'Ankara, celle de colonnades et de soieries de Brousse, présentent avec un grand parallélisme une chute de 30% environ entre les années 1760 et 1790. L'industrie chiote de la soie, dont nous avons dit qu'elle employait mille huit cents

métiers dans les années 1740, n'en comptait plus que cinq cents dans les années 1770. Le revenu des teintureries, où l'on peut voir un indicateur (fût-il grossier) de la production de tissu, diminue de 50% à Chio entre 1763 et 1802. À Brousse, il diminue de 60% environ entre 1769 et 1797. A Tokat, la production d'imprimés est tombée dans les années 1770 à 25% de son niveau des années 1750, et elle se maintient pendant des années à ce bas niveau. La production du savon crétois, dont nous savons qu'au milieu du siècle il n'avait pas seulement le monopole du marché ottoman, mais s'exportait encore de la Russie à la Méditerranée occidentale, a connu une telle baisse à partir des années 1780 qu'elle en est venue à ne plus suffire aux besoins d'Istanbul et que l'État se voit dans l'obligation d'interdire son exportation et celle de sa matière première, l'huile d'olive. Quant à l'activité des fourneaux à Ier de Sama-kov, dont nous avons constaté qu'elle s'était développée au point de provoquer des plaintes justifiées sur la pénurie de bois et d'ouvriers, elle a diminué dans les années 1790, d'abord en raison d'une épidémie, puis elle s'est complètement arrêtée quand ces brigands des Balkans appelés «montagnards» eurent commencé à utiliser comme refuges les installations minières: bel exemple de la détérioration de la sécurité intérieure comme conséquence de la récession.

Celle-ci, dont on s'est borné à donner quelques exemples, ne se 'imite pas à l'industrie, mais concerne aussi l'agriculture. C'est ainsi qu'on peut interpréter le fait que parmi les interdictions d'exporter qui se multiplient dans la seconde moitié du siècle, beaucoup de produits agricoles sont visés, et les grains au premier chef. Le fait que vers les années 1800 les interdictions d'exportation, outre des matières premières comme les grains, les peaux, la laine ou la soie, ont commencé à s'étendre à des produits manufacturés comme l'huile d'olive, le savon, les cuirs travaillés, les soieries ou les cotonnades, donne à penser qu'on se trouve confronté à une vaste crise couvrant tous les secteurs de l'économie et qu'il s'est installé un sérieux déséquilibre entre l'offre et la demande².

" Il est relativement facile de déterminer la régression dans les domaines où l'on produisait pour les marchés éloignés. En revanche nous n'avons guère d'indices pour la diminution des productions domestiques à un niveau d'autosuffisance. Mais à en juger par les indications concernant le maintien de la vivacité en divers endroits de ce type de Production dans les années 1800-1830, il n'est pas impossible que la récession ait été plus faible dans ce secteur et même que celui-ci ait connu quelque progrès: en l'ait nos connaissances sur ce secteur sont extrêmement incertaines.

Bref, les caractéristiques et les tendances manifestes qu'on constate à l'époque dans l'économie et le Trésor peuvent être résumées de la façon suivante. La hausse des prix, dont le rythme va s'accéléralant, dépasse 200% entre les années 1760 et 1800. L'inflation est de 5% par an environ, niveau qu'on n'avait guère connu jusque là. Les dépenses de l'État, sans suivre, dans les années normales, la montée des prix, connaissent un accroissement important. Les dépenses annuelles augmentent de 30% environ entre 1761 et 1785; ce chiffre monte jusqu'à 100% dans les années de guerre. En regard de cette hausse des dépenses, le revenu fiscal connaît dans la même période, malgré la création de nouveaux impôts et l'augmentation de la charge de certains de ceux qui existaient déjà, une stagnation que nous interpréterons comme une expression de la baisse du volume global de l'activité économique. On peut dire que la signification pour le Trésor de tous ces changements et absences de changement était que les déficits budgétaires toujours croissants devenaient une question préoccupante.

IV

Les rapports entre guerre et économie s'inscrivent dans un large éventail d'interactions complexes. L'économie par ses besoins peut être Tune des causes ou la cause de la guerre; par les possibilités qu'elle fournit, elle influe sur les caractéristiques et/ou la conclusion du conflit. Celui-ci peut s'achever par une victoire induisant des gains, compensant pour finir ou dépassant les ressources épuisées par la guerre. Ou bien il peut se terminer par une défaite impliquant des pertes supplémentaires de ressources. La guerre peut être accompagnée de catastrophes ou de difficultés plus ou moins liées à elle de façon directe ou indirecte: famine, épidémie, exode, révolte, incendie... Ou encore on peut à la faveur de la guerre se rendre facilement maître d'un certain nombre de ressources appartenant à des étrangers.

Une bonne partie de ces liens complexes et d'autres similaires sont du domaine de la «contingence»³. Ces faits peuvent avoir lieu ou non. Mais quoi qu'il en soit et même, quelle que soit l'issue du conflit, la guerre ne peut pas ne pas épuiser une partie des ressources ni ne pas entraîner un certain nombre de changements en faisant peser un coût déterminé sur l'économie.

³ En français dans le texte original en turc.

D'un point de vue théorique et schématique, si l'État achète les biens et les services dont il a besoin pour la guerre sans s'affranchir des mécanismes du libre marché, et se procure le revenu nécessaire à cette fin au moyen d'impôts collectés de façon juste en numéraire tiré du circuit économique, on peut brièvement résumer de la façon suivante les changements que la guerre fera probablement subir à l'économie: dans la répartition de l'emploi et de la production, on attendra une expansion dans les secteurs produisant pour la guerre, et une récession pour ceux dont la production n'est pas destinée à la guerre. Si l'économie d'avant-guerre connaissait le plein-emploi, la prospérité générale connaîtra une réduction en proportion du changement survenu. À la fin du conflit, le principal problème économique consistera à mettre à nouveau la répartition de la production et de l'emploi en conformité avec les besoins civils, et à mettre en mouvement les forces propres à replacer la prospérité à son ancien niveau.

À l'opposé de cette situation schématique, on peut envisager une autre situation: si l'État, au lieu d'acheter en numéraire les biens et les services dont il a besoin pour mener la guerre, se procure ceux-ci sous la forme d'impôts en nature auprès des groupes qui les fournissent, alors les changements qui apparaissent dans l'économie sont fort différents de ceux décrits ci-dessus. Dans une telle situation, on ne verra pas fonctionner les mécanismes ouvrant la voie à une expansion et à une augmentation de la production des secteurs fournissant les biens et services nécessaires à la guerre. Au contraire, la tendance à la récession l'emporte dans ce secteur. Mais le glissement des ressources vers les domaines ne produisant pas pour la guerre ne paraît ni facile ni possible, car outre le manque de mobilité classique des économies pré-industrielles, les biens et services répondant à la demande de la guerre représentent un très large éventail, guère différent de celui des biens et services répondant à la demande civile. En conséquence, la tendance à la récession, en s'étendant à toute l'économie, ouvre la voie à une diminution de la production accompagnée d'une chute de la productivité. Dans ces conditions commence donc à se mettre en place un processus très particulier que nous pourrions appeler «de décroissance économique»⁴, constituant *grosso modo* l'inverse de la croissance économique. Quand ce processus a commencé, il est extrêmement difficile de l'arrêter ou l'inverser. En effet la diminution du volume de biens et de services

⁴ «*Iktisadî küçülme*».

qu'on peut réserver à la guerre, conséquence de cette décroissance économique, ouvre la voie à un affaiblissement de la capacité de défense et à une augmentation de la menace extérieure et des risques de guerre, ce qui diminue les chances de gagner la guerre. Ainsi s'est établi, entre la «décroissance économique» et la «guerre de défaite», un rapport qui a tout du cercle vicieux.

La réalité n'épouse jamais complètement la forme d'une de ces deux situations schématiques idéales, mais selon que la situation qu'elle aura tendance à adopter entre ces deux limites se rapprochera de l'une ou de l'autre, les changements qu'elle amènera dans l'économie, et par là-même son destin militaire, trouveront leur caractère propre.

Pour voir dans quelle mesure les caractéristiques de l'organisation financière ottomane ont influé sur les relations entre la guerre et l'économie ottomane au XVIII^e siècle, et pour bien comprendre certaines situations paradoxales qu'il n'est pas facile de saisir du premier coup d'œil, j'ai le sentiment qu'il ne sera pas inutile d'avoir en mémoire ces deux schémas idéaux.

V

Dans la mesure où la pelote complexe des liens réciproques entre guerre et économie commence avec les ressources demandées et consommées pour la guerre, ce sera notre point de départ.

En ce qui concerne les ressources demandées par la guerre à l'économie, plusieurs changements importants attirent l'attention au XVIII^e siècle.

Pour commencer, les biens et services que requiert la guerre montrent une sensible croissance en quantité dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Ceci est dû au changement d'échelle que connurent les guerres et à la modification des moyens de l'ennemi. Indépendamment de ses progrès au cours du siècle en matière d'armement et de tactique, la Russie tsariste, qui fut le principal rival des Ottomans à l'époque, connut dans le seul domaine des effectifs une croissance qu'on a évaluée à 80% entre 1725 et 1796⁵. Il est clair que pour faire face à un ennemi puissant, il fallait mobiliser toujours plus de ressources. Mais comme on ne parvint pas à faire face et que les guerres se terminèrent par des défaites, l'épuise-

⁵ George L. Yaney. *The Systématisation of Kussian Government*, Un. of Illinois Press, 1973, p. 53.

ment des ressources fut beaucoup plus important que si les guerres avaient été victorieuses ou conclues par un équilibre des forces. Les destructions de la flotte ottomane à Çesme en 1770 et à Navarin en 1827 en fournissent de bons exemples.

Un changement lié au précédent, mais ayant d'autres facteurs, est la rapide montée des prix. Le prix sur le marché des biens et des services réclamés par l'effort de guerre connu entre 1760 et 1800 une augmentation de plus de 200%.

Si l'on ajoute la montée des prix à l'augmentation des volumes, il est clair que les sommes nécessaires au paiement de ces biens et services connaîtront une croissance géométrique. En conséquence, et ceci constitue le troisième changement, les dépenses budgétaires croîtront.

Porter les rentrées budgétaires à un niveau permettant de répondre à l'augmentation des dépenses était extrêmement difficile en raison des faibles capacités de l'économie et du niveau de sa monétarisation. Pour résoudre cette difficulté de caractère structurel, l'État ottoman disposait d'un système financier défini qu'il avait mis en place en le développant sur une longue période.

Ce système lui permettait de se procurer directement auprès des groupes qui les produisaient, et pour lesquels cela constituait une obligation fiscale, une partie importante des biens et des services dont il avait besoin pour la guerre ou dans d'autres buts. Les taxes connues sous le nom célèbre de *avariz* étaient le support de cette obligation. Dans une économie où les relations de marché n'étaient pas suffisamment développées, il n'était pas pratique de se procurer les biens et services innombrables nécessaires à un grand État et à son armée en les achetant sur le marché grâce au revenu d'impôts perçus en numéraire. Dans bien des cas, c'était même impossible. Dans un contexte technologique où le travail et les biens étaient insuffisants et où les possibilités de transport étaient extrêmement limitées, la solution pratique consistait à se procurer biens et services sans intermédiaires auprès des hommes et dans les lieux qui pouvaient les fournir. Voilà en gros le principe du système des *avariz*, qu'on peut décrire comme une pratique consistant à remplacer, à la source de la production, l'échange sur le marché des biens et des services par un impôt, percevant ceux-ci directement auprès des producteurs.

Ce système paraît rationnel par son adéquation au contexte économique où il est né, et par sa capacité à permettre des prévisions concernant la réponse aux besoins de l'État (prédictibilité), mais on peut lui

faire une objection: les biens et services demandés par cette voie résistent fortement aux changements de prix. Tant que les quantités exigées sont à peu près stables, ce n'est pas un problème. Mais quand les quantités demandées augmentèrent de façon sensible, comme ce fut le cas dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la charge de l'impôt commença à devenir pesante. Quels que fussent les producteurs et les quantités produites de biens et de services, la justice ottomane avait tendance à se servir auprès d'eux en proportion: aussi le système devint-il un facteur pénalisant la croissance de la production. Comme ces demandes officielles se faisaient d'après des prix stables ou changeant peu, lorsque les prix fluctuant sur le marché montaient, la charge de l'impôt pesant sur les producteurs en était très alourdie aussi bien objectivement que psychologiquement. À pareille obligation, dont on imagine sans peine qu'elle devait faire chuter la production, les producteurs apportèrent principalement deux réponses: ils diminuèrent les quantités de biens et de services fournies, ils abaissèrent la qualité de ce qu'ils fournissaient.

C'était paradoxal pour l'État qui, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, avait besoin de matériel de guerre non seulement plus abondant, mais encore de meilleure qualité.

Prenons l'exemple de la poudre. On se procurait le salpêtre, le charbon et le soufre, les principales matières premières, selon le système d'achat dont nous avons parlé, et le prix en était resté stable tout au long du siècle. Quand le prix du marché eut augmenté de 100%, il ne fut pratiquement plus possible de s'en procurer dans les quantités et la qualité qu'on requérait des producteurs. Et comme on avait besoin de poudre bien plus abondante et de bien meilleure qualité qu'au début du siècle, à partir des années 1770 on fut contraint d'en importer en quantités croissantes.

Pour les biens qu'il paraissait possible de se procurer dans le pays, les premières mesures appliquées consistaient à en restreindre l'exportation en quantité, et quand cela ne suffisait pas, à l'interdire complètement. Quand l'interdiction d'exporter fut insuffisante, on en vint à restreindre la circulation et les échanges dans le pays. Quand, malgré ces, mesures, l'État se trouva dans l'incapacité de se procurer les biens qu'il demandait, il élargit le champ de son intervention en se rendant maître du marché par l'institution d'un monopole d'achat. L'enchaînement de toutes ces décisions que nous voyons appliquer à un rythme croissant pour divers produits comme les grains, le fer, le cuivre, la toile à voile, l'huile d'olive ou le savon, indépendamment de ses effets négatifs sur la pro-

duction, obligeait à mettre la main sur les moyens de transport nécessaires à la collecte de ces biens sur un espace qui s'élargissait régulièrement en proportion de la croissance, de la diversité et du volume des demandes de l'Etat: aussi n'est-il pas difficile d'imaginer que cela entraîna une importante chute des échanges intérieurs, et qu'en rendant introuvables non seulement les biens et services nécessaires à la guerre, mais encore tous les autres, on préparait les conditions d'une véritable Pénurie.

Pour se procurer les biens et services en pénurie croissante, que ce fût dans le pays ou à l'importation, il fallait une nouvelle puissance d'achat. J'ai dit plus haut comment, le revenu de l'impôt n'augmentant pas et ne pouvant pas augmenter, les déficits budgétaires étaient la conséquence chronique de l'augmentation des dépenses.

Les décisions qu'on s'efforça d'appliquer pour résoudre ce problème chronique peuvent être résumées de la façon suivante. Outre la classique altération de la monnaie, on fondit et transforma en monnaie les stocks d'objets constitués de matières précieuses". D'autre part, c'est à partir de 1774 que, pour la première fois dans l'histoire financière ottomane, on institua de façon systématique un endettement intérieur appelé à se développer rapidement qu'on désigna par le terme célèbre de l'époque, *esham*. Comme ces procédés ne suffisaient pas pour faire face aux dépenses, on eut recours à des moyens exceptionnels. Le plus remarquable d'entre eux est peut-être le changement concernant l'intervention de l'État sur les biens des défunts. Légalement, l'État avait depuis longtemps le droit de s'approprier l'héritage des membres de la classe des *askerî*. Mais en pratique il ne se prévalait pas toujours de ce droit. À partir des années 1770, il en fit usage dans des proportions croissantes. D'autre part, et ceci est plus important, il commença à s'approprier aussi l'héritage de riches particuliers.

Tous ces procédés, employés pour combler les déficits de financement, constituèrent des facteurs fondamentaux de l'inflation, dans la mesure où ils augmentaient l'offre de monnaie et d'abord la demande de

" Voici un exemple de celle politique: en 1775, on donna à Abdülkerim Paca, ambassadeur extraordinaire en réussite, des couverts d'argent pour son voyage. Dix-sept ans «près, les couverts remis à l'ambassadeur Mustafa Rasih Paca, envoyé en 1793 avec le même stalul, étaient en cuivre ou en laiton, et malgré les instances du pacha, il fut impossible de lui donner des objets en argent: cl". Norman Itkowitz et Max Mole, *Mubadele, an Ottoman-Russian Exchange of Ambassadors*, The University of Chicago Press. WO, pp. 25-26.

l'État. Si l'on se fonde sur les indices donnant fortement à penser qu'une chute de la production accompagnait la hausse de l'offre de monnaie et de la demande, on peut dire que, puisqu'il y avait diminution de l'offre et augmentation de la demande, la hausse des prix se développa rapidement.

Indépendamment de ces effets négatifs sur la production des déficits budgétaires devenant chroniques et des mesures prises pour y remédier, il faut signaler ici qu'ils eurent une conséquence indirecte. L'État faisait depuis longtemps des investissements d'infrastructure, soit directement, soit au moyen des *vakf*. À côté de domaines comme la culture, l'éducation ou les transports, il se livrait, ainsi que j'y ai fait rapidement allusion en commençant mon propos, à des investissements qui augmentaient directement le capital physique dans l'économie. Ces investissements, auxquels participaient personnellement les membres de la classe des *askerî*, contribuaient à animer l'économie et à faire croître la productivité. Or à partir du milieu du XVIII^e siècle, ce genre d'investissement connaît une baisse manifeste.

Dans une économie où les investissements diminuent, où l'activité de production est soumise à des influences fortement dissuasives, et où les capacités de transport et le volume des échanges diminuent, on peut s'attendre à ce que la production et même la productivité aient tendance à baisser, même si l'on ne peut pas quantifier convenablement cette baisse. Si l'on réfléchit à la fois à cette tendance à la baisse et à la hausse de l'offre de monnaie et de la demande de l'État, cela suffit à expliquer l'origine de la forte inflation, en constante croissance de 1770 à 1800 et qui continua jusqu'aux années 1840. Au XVIII^e siècle en effet, ainsi que je l'ai dit, la demande de biens et de services destinés à la guerre n'était pas très différente de la demande civile. À une époque où bateaux de guerre et bateaux de commerce ne se distinguaient pas encore de manière bien claire et où ils étaient aisément interchangeables à l'usage, les biens que l'État demandait pour faire la guerre étaient des biens agricoles ou industriels qui connaissaient une demande dans le secteur civil, comme les grains, des matières alimentaires comme la viande, les tissus, le cuir, le métal et les moyens de transport.

La situation n'était pas très différente dans les transports. La seule différence entre les travailleurs mobilisés pour la guerre et la main d'œuvre, qualifiée ou non, du secteur civil résidait dans le fait que les premiers avaient été retirés de la production. À une époque où la guerre était une activité saisonnière pratiquée de mars à novembre, mois où la

production agricole et industrielle s'intensifiait, chaque soldat qui partait pour le front signifiait à la fois un peu plus de chute de la production et un peu plus d'augmentation de la consommation. Ajoutons que le départ pour le front des cadres assurant la sécurité intérieure dans le pays augmentait l'insécurité dans le pays. Insécurité qui était loin de diminuer quand, à la fin de la saison militaire, les *levant* commençaient à rentrer chez eux.

Parmi les charges pesant sur l'économie, il faut encore citer les maladies épidémiques comme le typhus, le choléra ou la peste, qui trouvaient leurs causes dans ces conséquences de la guerre qu'étaient la multiplication des contacts et la diminution des possibilités de nourrir les gens.

Il convient de mentionner en outre l'effet sur le marché national, où la guerre avait déjà réduit la production et la productivité, de la perte de territoires. Cette perte s'étendant au nord de la mer Noire, les effets entraînés par l'affaiblissement du monopole sur une zone qui constituait l'espace à la fois du marché et de la communication de la production agricole et artisanale d'Anatolie et de Roumélie, constituèrent un fardeau qu'il est peut-être difficile d'évaluer quantitativement, mais qu'on ne saurait négliger.

Enfin, en évoquant d'une phrase l'existence d'effets positifs de ces guerres je dirai ceci: c'est à leur faveur que pénétrèrent dans le pays l'usine moderne et les nombreuses technologies modernes qui l'accompagnent; entre 1790 et 1X60 il se fit des investissements militaires dont °n peut dire qu'ils furent considérables. Ils étaient d'une importance suffisante pour constituer chacun un foyer influent de modernisation de l'économie. Mais pour que ces foyers pussent se former, l'économie fut si rudement sollicitée qu'elle dut attendre cent ans pour pouvoir trouver en elle la force de réagir positivement à quelque influence modernisatrice que ce fût.

M.G.

TABLEAUX ET SOURCES

Abréviations

Abréviations correspondant aux différents fonds contenant les documents des archives du Basbakanhk (Istanbul) cités dans les tableaux:

CA: Muallim Cevdet, Askerî

CB: Muallim Cevdet, Bahriye

MAD: Maliyeden Miidevver Defterler

KK: Kâmil Kepeci

Budgets ottomans

(en monnaie d'argent ottomane, ou *kuruş*)

Année	Rentrées	Dépenses	Source
1701-02	9 852 728	10 094 824	MAD 2249
1704-05	10 451 132	10 847 892,5	MAD 2249
1710-11	10 840 971,5	8 339 041	MAD 2249
1746	12857190	9 278 000	MAD6512/p. 339
1748	13 741 281,5	14 255 470	MAD 6512
1761-62	14 514 288,5	14 064 788,5	MAD 14366/p. 149
1784	14 488 382,5	15 808 250	KK 2310
1785	14 809 666,5	18 693 336,5	MAD 14366/p. 148